



Forum Bâtiments connectés

La charte « Bâtiment connecté, bâtiment solidaire et humain », un an après !

Jeudi 6 décembre 2018 - 11H - 12h30

- **Animateur : Gaël THOMAS – Directeur des Rédactions – Business Immo**
- **Intervenants :**
 - **Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management,**
 - **Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities,**
 - **Pierre LEROY – Président La French PropTech & co-fondateur – EP,**
 - **Patrick NOSSENT – Président – CERTIVEA & CERWAY,**
 - **Benjamin TEBOUL – Co-fondateur – DESKEO,**
 - **Mickaël THIERY – Adjoint au sous-directeur de la Qualité et du développement durable dans la construction – Direction Générale de l'Aménagement, de la Nature et du Logement**

Gaël THOMAS : Quels sont les enjeux et les contours de la charte signée l'année dernière lors du SIMI ? :

Patrick NOSSENT – Président – CERTIVEA & CERWAY :

Les modes de vie des citoyens ainsi que les secteurs variés de l'économie, les commerces, l'hôtellerie... sont concernés. On constate que cela va également bouleverser les modes et usages de la chaîne de production de l'immobilier. Il est impératif de s'organiser collectivement pour identifier les enjeux et porter de nombreuses interrogations.

On s'est très vite rendu compte que ce travail il fallait le faire ensemble et qu'il fallait d'abord s'accorder sur ce qu'est un bâtiment connecté. Cela passe par de nombreux échanges afin de définir un cadre de référence commun notamment entre les différents acteurs de l'immobilier et de la construction, mais aussi les acteurs de l'informatique et du numérique car ce sujet est au carrefour de ces différents compétences.

Il convenait de partager des expériences entre les différents acteurs mais cela est plus facilement réalisable lorsqu'on a les mêmes concepts, les mêmes définitions. Le point de départ est donc l'élaboration de ce cadre de référence mais cela n'a pas été une tâche facile du fait des nombreuses composantes en place. On est parvenu à sortir un cadre de référence en six points avec des éléments techniques tels que la connectivité des bâtiments, l'architecture réseau (comment on distribue la donnée, considérée comme le 5^{ème} flux du bâtiment vis à vis des utilisateurs), les interfaces et équipements, et ensuite des éléments de maîtrise des risques, de « cyber attack », de protection des données personnelles, des risques sur la santé, le poids environnemental et le management de projet.

La finalité étant que le numérique apporte de véritables services aux utilisateurs, il ne s'agit pas de faire de la technologie pour la technologie mais ces services doivent être utiles aux utilisateurs ou à la performance environnementale ou au bon fonctionnement du bâtiment. Ces services doivent pouvoir être accessibles pour tous les acteurs.

Donc le point de départ est bien ce cadre de définitions élaborées par plusieurs composantes, qui doit devenir le langage commun autour de ces points pour l'ensemble des acteurs.

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

La genèse de ce label « ready to service » remonte à quelques années. Déjà il y a 5 ans par la création de la « SBA » avec le constat que le monde change avec l'impact du numérique et qu'il est nécessaire d'accompagner tous les acteurs des filières dans cette transition.

Le bâtiment va devenir une plateforme de service mais pour que ce bâtiment le devienne il y a une condition : la confiance. La confiance de chaque individu, de chaque acteur et donc il faut que l'on travaille sur le cadre de confiance. Cela ne peut se faire que de manière collaborative entre tous les acteurs de la chaîne de valeur. Ce cadre de référence est aujourd'hui le résultat de ce travail collaboratif. Ce résultat est unique en France mais aussi unique au monde. Depuis que le label existe, des acteurs mondiaux souhaitent utiliser notre cadre de référence dans les pays étrangers.

Il convient aussi de souligner les bonnes relations avec le Ministère de la Cohésion et des Territoires qui a salué ce travail et qui a eu le discours suivant : « *du fait de cette collaboration l'on est sûr qu'il ne s'agit pas du fruit d'un lobby, ce travail sera durable et évolutif* » et le Ministère a voulu encourager et porter ce label pour qu'il devienne un standard de fait.

Gaël THOMAS : Cela est donc le but premier de cette charte ?

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

Le but est de sensibiliser et de montrer que le bâtiment connecté communicant, solidaire et humain est un prérequis pour répondre aux enjeux contemporains de société et il est important que tous les acteurs s'investissent dans ce projet en s'inspirant des travaux qui sont faits et notamment de la SBA.

Patrick NOSSENT – Président – CERTIVEA & CERWAY :

Le but de la charte est réellement d'arriver à entraîner les acteurs dans le numérique, dans des conditions de confiance. La meilleure façon de le faire c'est d'expérimenter, d'utiliser ce cadre de référence en dehors de ce label même (utiliser ses principes pour faire de la formation, de l'évaluation, auto évaluation etc.)

L'importance c'est vraiment d'entraîner tous les acteurs dans le numérique et surtout, et cela est vraiment l'objet de la charte, il y a d'une part, un engagement à faire des bâtiments numériques mais aussi d'autre part à partager des retours d'expériences de manière à avancer ensemble.

Il y a tant d'innovations numériques qu'il faut que tous les acteurs avancent et partagent les retours d'expériences de façon à progresser en confiance. Cela se traduira par la confiance des acteurs de la chaîne mais surtout par la confiance des utilisateurs finaux.

Gaël THOMAS : Abordons à présent l'un des premiers retours d'expérience avec l'un des signataires de la charte, M. Sébastien DURAND.

Quels sont les bonnes pratiques et les freins et obstacles que vous avez rencontrés? Et comment peut-on les lever si tant est qu'il y en ait ?

Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management :

S'agissant des bonnes pratiques, sur le résidentiel l'on a beaucoup parlé de l'offre « Eugénie » qui est une application gratuite qui a pour vocation d'offrir les services gratuits rendus par le syndic, de l'interconnecté avec son voisin, avec son quartier en offrant parallèlement des services marchands.

En 2018 environ 10 opérations ont été livrées comprenant 200 logements connectés et pour 2019, les perspectives sont de 50 opérations pour 1300 logements connectés. L'objectif d'ici à 2020 est de livrer l'intégralité des opérations sur la plateforme « Eugénie » hors vente en bloc et résidences gérées.

Sur la partie tertiaire, les sujets que l'on retrouve sont le BIM, l'acquisition de plateforme communicante tournée vers l'immobilier initié. Il s'agit de nombreuses thématiques méthodologiques qui permettent de fédérer un écosystème complexe autour du bâtiment ; je pense notamment à l'acquisition d'une plateforme SAS qui permet de collecter des données qui proviennent d'un environnement BtoB ou BtoC et d'être capable de traduire ces données en algorithmes de façon à ce à ce qu'on passe moins de temps sur la collecte de data de manière à pouvoir passer plus de temps pour l'analyse de cette data. On se sert de l'intelligence des bâtiments et des systèmes qui sont présents pour apporter davantage de services et de valeurs aux occupants.

Gaël THOMAS : Et quels sont les freins et les obstacles ?

Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management :

Pour les freins, il s'agit souvent de sujets organisationnels. A partir du moment où l'on délivre énormément de data dans une organisation, il faut organiser l'innovation managerielle pour que les équipes puissent travailler dans une organisation un peu nouvelle. Il faut repenser la façon dont on travaille avec nos équipes et préférer les autorités de compétences aux autorités traditionnelles.

Gaël THOMAS : Quels sont les retours de l'Etat et la vision du gouvernement sur le numérique dans le bâtiment et le territoire ? Quels sont les retours de l'enquête effectuée ?

Mickaël THIERY – Adjoint au sous-directeur de la qualité et du développement durable dans la construction – DGALN/DHUP :

La société connaît un profond bouleversement numérique, le gouvernement accompagne la société dans cette transition. Cela passe par des procédures de dématérialisation, par le déploiement du numérique très haut débit sur tous les territoires, par la ville numérique et le bâtiment à toute sa place à jouer dans cet écosystème de développement du numérique.

C'est pourquoi, depuis 2005, le gouvernement accompagne fortement la filière dans cette transition numérique avec le Plan Transition Numérique dans le Bâtiment (PTNB) qui a mobilisé plus de 20 millions d'euros pour avoir sur toute la chaîne des acteurs, des premières expériences pionnières et le développement d'outils permettant de faciliter le déploiement du numérique.

Globalement, cette transition vise à produire plus vite, mieux et moins cher. Cette transition vise à démultiplier le travail collaboratif entre toute la chaîne d'acteurs, à construire et à gagner en efficacité, en termes de coûts notamment, à relever les défis de la simplification des normes et d'application de la réglementation et à protéger l'environnement par la maîtrise des risques.

Le PTNB a insufflé de nombreux outils permettant ce déploiement comme le BIM ou maquette numérique. Il a donné envie aux acteurs de représenter le numérique et de monter en compétence. L'objectif du gouvernement d'ici à 2022 est d'aller vers plus de généralisation pour pouvoir faciliter encore plus, déployer davantage vers les nouveaux territoires, et d'accélérer la montée en compétence des différents acteurs : PME, artisans, collectivités...

De ce fait, le gouvernement a annoncé le 15 novembre 2018, le « Plan BIM » dont les deux objectifs sont d'accompagner les maîtres d'ouvrages dans la prescription du BIM et de doter les acteurs d'outils nécessaires à leur transition.

S'agissant des retours de l'enquête, un an après la signature de la Charte par les 120 signataires, les acteurs ont souligné que ce référentiel bâtiment connecté a permis de donner confiance aux utilisateurs, d'en développer l'usage dans la filière de la construction et d'organiser efficacement la connexion des bâtiments.

Ainsi sur 100 répondants :

- Un tiers des répondants ont fait référence à la charte sur les sites internet, dans leur rapport d'activité ou sur les réseaux sociaux ;
- Deux tiers des répondants ont conduit des actions d'information interne ;
- Enfin, 85% des répondants ont des collaborateurs qui ont participé à des événements externes sur le sujet du bâtiment connecté.

Cependant, s'agissant de la maîtrise des termes, bien que le terme de « connectivité » semble être le mieux maîtrisé par les acteurs, le terme de « management » arrive en dernier de tous avec notamment le terme « d'architecture réseau ».

Le bâtiment connecté est un sujet émergent et pour 50% des répondants, au moins un client ou adhérent sur 4, les interrogent sur le bâtiment connecté. Par ailleurs, 55% d'entre eux déclarent avoir utilisé le cadre de définition du bâtiment connecté et communiquant pour un marché ou pour la présentation d'un projet, d'un produit ou d'un service.

Enfin, pour 2019, les actions envisagées par les acteurs sont davantage tournées vers la communication et la formation.

Gaël THOMAS : Avant de voir les points d'amélioration de la Charte, qu'attendent les nouveaux acteurs de la filière de cette initiative et de cette Charte ?

Pierre LEROY – Président La French PropTech & co-fondateur – EP :

Avant même les bâtiments intelligents le constat était qu'il fallait un immobilier intelligible. Cela veut dire que sur un marché réputé opaque, il fallait recréer de la confiance. Cela passe par le fait de redonner de la connaissance aux différents acteurs de la chaîne.

Nous avons commencé au début par indexer tout ce qui existait d'informations immobilières à l'échelle du cadastre, à l'échelle des risques, à l'échelle des annonces etc. Avec ce rêve de vouloir créer un « Google » de l'immobilier pour sécuriser les transactions et recréer de la valeur.

Par rapport à cela, nous avons fait le constat que l'on ne pouvait pas y arriver tout seul et de ce fait nous avons créé à Nantes un bâtiment de 5000 m² avec différents usages : bureaux, logements, commerces, pour apprendre concrètement et pour démontrer ce que l'on pouvait faire avec le numérique et la data.

Très rapidement l'on a créé une communauté de start-up de la « prop-tech » qui est la contraction de « property » et « technology ». Ce mouvement fédère aujourd'hui 130 entrepreneurs du monde de l'innovation et du monde de la « tech », qui veulent réinventer la ville et l'immobilier avec quelque chose de centré sur l'Homme et sur les usages.

C'est notre ADN et cela est plus facile pour nous que pour les acteurs traditionnels car la situation de faillite permanente des start-up fait que nous sommes beaucoup plus libérés et nous n'avons pas d'autre choix que de trouver un modèle, nous partons d'une page blanche.

Ces 130 start-up innovent en permanence sur les mixités d'usages, les mixités sociales et générationnelles. Il s'agit de réconcilier la culture de la pierre avec la réalité des usages. Enfin ce travail prend également une dimension liée à la territorialité.

Cela met le doigt sur la survie de nos métiers, face à des acteurs assez importants de type « BATX », « GAFA »¹ ; eux ne se posent pas de question. Ils arrivent et intègrent une chaîne de valeur directement. Lorsqu'on prend l'exemple d'Amazon qui aujourd'hui est capable par exemple d'annoncer la construction de logements plus vite et moins cher, il faut réagir. Soit l'on rate le coche soit on décide de coopérer ensemble.

¹ Géants du web : acronymes formés à partir des premières lettres de Google, Apple, Facebook et Amazon (GAFA) ou Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi (BATX).

Gaël THOMAS : Coopérer pour faire mieux ?

Pierre LEROY – Président La French PropTech & co-fondateur – EP :

Il y a deux questions, s'agissant de la coopération, cette question est liée à la souveraineté technologique et je n'ai pas envie de voir demain Google venir aménager ma ville. Enfin, je suis convaincu que nous avons d'autres choses à proposer mais nous n'avons pas d'autre choix en France et en Europe pour nous, start-up, de s'emparer des innovations qui émergent et de travailler en confiance avec les acteurs traditionnels.

Benjamin TEBOUL – Co-fondateur – DESKEO :

Deskeo est une entreprise qui connecte les entreprises aux immeubles pour le tertiaire. Nous vivons actuellement une profonde mutation et il convient de mettre la digitalisation et la technologie au service de l'immobilier.

Dans cette 3^{ème} révolution industrielle, les bureaux sont les lieux de vie des entreprises qui nous font vivre et il est fondamental que les promoteurs et les constructeurs permettent à ces entreprises de pouvoir avoir des lieux de vie et des lieux en phase avec les utilisateurs pour que les entreprises puissent être pérennes et travailler dans des lieux qui leur conviennent.

Deskeo met à disposition des locaux de bureaux avec de la flexibilité et des services et toute une technologie qui va permettre aux propriétaires et aux entreprises d'avoir de la data sur ce qui se passe au sein de leurs lieux. Nous mettons en place des capteurs, des « QR code » et d'autres outils technologiques qui permettent d'interpréter la vie des locaux.

Gaël THOMAS : Le bâtiment est donc entièrement connecté sinon il ne l'est pas ?

Benjamin TEBOUL – Co-fondateur – DESKEO :

Aujourd'hui les bâtiments ne sont pas forcément connectés mais commencent à l'être. Notre idée est de connecter et « plugger » de la technologie pour avoir de plus en plus de connectivité.

Gaël THOMAS : Sur les points d'amélioration de Charte, aujourd'hui il y a-t-il une réelle différenciation entre le tertiaire et le logement ?

Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management :

La réversibilité du bâtiment est complexe. Il a été également constaté que pour les bâtiments connectés, la technologie embarquée est davantage orientée pour les professionnels, plus opérationnels, que pour les utilisateurs.

Gaël THOMAS : Comment faire entrer des nouveaux usages dans la Charte ?

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

La Charte est construite sur le cadre de référence « ready to service », donc vers le service. Ce cadre est un socle de base pour déployer des services énergétiques, liés à la santé, liés aux espaces, à la mobilité etc. Cela est conçu pour pouvoir apporter d'autres services. Il s'agit d'un vecteur pour apporter des services et un vecteur de transition environnemental.

Patrick NOSSENT – Président – CERTIVEA & CERWAY :

Le bâtiment doit devenir une plateforme de services comme le « smartphone », au moment où il est possible aux développeurs de connecter des objets sur les « smartphones » d'un seul coup, il y eu une explosion des services. A l'époque, personne ne pouvait prévoir ses innovations et un bâtiment « ready to service » doit de la même manière pouvoir intégrer n'importe quel service.

La philosophie de « ready to service » est vraiment de réconcilier le numérique avec de vrais usages, pas des gadgets, mais aussi de réconcilier le numérique qui a un temps très rapide et qui a tendance à rendre les choses obsolètes, avec le temps de l'immobilier qui lui est celui du bâtiment. Il convient de concilier obsolescence et patrimoine.

Le numérique n'a de sens que s'il apporte quelque chose. Et dans toutes les enquêtes, finalement les attentes des utilisateurs de logements ne sont pas si différentes des attentes des utilisateurs de tertiaire dans les usages d'aujourd'hui. Ces attentes sont : la qualité de vie, le maintien à domicile des personnes âgées, la qualité de l'air et de la santé.

Dans le tertiaire, ces attentes sont similaires, le bien être des salariés et la rentabilité de l'entreprise. Le deuxième volet que nous voyons souvent, ce sont les économies, économie de charges notamment, cela se traduit par l'efficacité énergétique.

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

Effectivement il y a un enjeu et même un risque notamment avec les « GAFA » ou les « BATX », car ils ont compris que nous passons de la propriété à l'usage, donc dans une économie de services. Plus on permet de connecter et de proposer des services, plus on tend vers l'ubérisation.

De nombreux promoteurs en France sont courtisés par Amazon. Il s'agit d'une problématique de modèle économique. Il faut faire des économies d'énergie. On voit aujourd'hui que les véhicules électriques sont en train d'arriver massivement et on ne pourra pas aller contre. Une étude parle de 3,3 millions de véhicules à horizon 2025, c'est 330 giga watts, c'est plus de 130 centrales nucléaires et cela n'est pas possible. Il faut donc intégrer cette notion d'énergie. C'est maintenant qu'il faut associer transition énergétique et transition numérique.

Il faut apporter l'énergie et déployer le numérique, intégrer les économies d'énergie notamment grâce aux labels, ce qui fait que l'investissement est à coût zéro Les autres services sont ensuite à coûts marginaux grâce aux capteurs de données. Il ne faut pas inverser les choses, l'enjeu c'est l'énergie, on y amène le numérique, on bâtit les modèles économiques avec les acteurs en place et ensuite on déploiera d'autres services.

Gaël THOMAS demande des réactions aux participants

Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management :

Je suis convaincu que dans l'immobilier, on est aujourd'hui dans un système d'intégration des offres. Demain un promoteur pourrait vendre un immeuble avec de la location à la demande, avec dedans des services liées à l'accueil, à l'orientation des clients, de la maintenance, de la data, etc. Alors qu'aujourd'hui l'on est encore dans une vision cloisonnée qui tend vers la fin.

Benjamin TEBOUL – Co-fondateur – DESKEO :

C'est également la vision de Deskeo qui est le pont entre le propriétaire et les entreprises qui cherchent aujourd'hui un produit alors que les propriétaires proposent du vide et du nu. On crée un produit que les entreprises souhaitent. On leur propose un produit qui est consommé en fonction de leur besoin avec une maintenance, une externalisation du management etc. de manière à faciliter la vie des entreprises, et de ne pas laisser la gestion des charges opérationnelles aux propriétaires aujourd'hui qui ne peuvent pas forcément être en mesure de les gérer. Et on se rend compte que même les entreprises de taille importante n'ont plus envie de gérer ces process.

Gaël THOMAS : Est-ce que cette économie de l'abonnement est une tendance mondiale ? Et pourrait aussi arriver chez les particuliers ?

Pierre LEROY – Président La French PropTech & co-fondateur – EP :

Effectivement la logique de migration CAPEX vers OPEX est assez évidente. Lorsqu'on regarde les études sur les « millennials » (nées après 2000) et leurs rapports à la résidence principale, ils se disent qu'ils ne parviendront pas à acheter. Je pense que demain, on investira peut être dans une foncière numérique qui nous permettra plus de mobilité dans notre changement de résidence principale bien que la propriété était dans notre ADN jusqu'à présent.

Mickaël THIERY – Adjoint au sous-directeur de la qualité et du développement durable dans la construction – DGALN/DHUP :

Il est nécessaire de pouvoir anticiper tous ces bouleversements majeurs, les défis de croissance et de décroissance notamment pour certains domaines d'activité et il est important que l'on accompagne ces mutations en termes d'emploi qui risquent d'être assez significatives. Le secteur du bâtiment est une grande famille et il y a une bonne partie de ce secteur qui n'est pas encore consciente de cette évolution. Il est donc très important de sensibiliser et de prévenir que les enjeux de demain seront davantage portés vers les services et peut être que certains acteurs ne sont pas encore suffisamment dans cette démarche.

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

La SBA est à l'origine d'un « MOOC » en partenariat avec le CNAM, de 35 modules de 10 minutes qui balayent toutes les modalités du bâtiment et de la ville connectée et intelligente. Ce « MOOC » gratuit est mis en ligne et il faut s'inscrire sur le site du CNAM à partir du 23 février. De la même manière que pour le « BIM », il faut prendre le pas sur les pays anglo-saxons.

Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management :

Effectivement chez Nexity nous avons lancé un chantier sur le « BIM » car le constat sur le monde anglo-saxon a été fait.

Gaël THOMAS : Au-delà du BIM, quelles sont les implications sur les métiers de l'industrie immobilière qui sont embarqués avec le bâtiment connecté ? Tendons-nous vers la disparition ou la mutation de métiers existants ? Le property manager va-t-il devenir le community manager ? Il y a-t-il des nouveaux métiers qui vont émerger de type data scientist ?

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

Aujourd'hui il existe déjà des nouveaux métiers. Le Président de la Fédération Française de Domotique accompagne quelques milliers d'intégrateurs en France, des intégrateurs réseaux qui portent ces nouveaux métiers sans cependant mettre en danger les métiers existants. Ce métier devrait faire l'objet d'un nouveau code « APE ». Il s'agit d'un nouveau métier et non d'un métier assimilé. On constate cependant qu'il y a des pays qui sont en avance, il faut donc internationaliser et prendre le meilleur de chacun des pays étrangers.

Gaël THOMAS : Donc la Charte doit être européenne ?

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

Oui tout à fait et cela fait notamment l'objet d'un important travail actuel avec la Commission Européenne.

Gaël THOMAS : Dans cette mutation des métiers, que devient le « property manager » ?

Sébastien DURAND – Directeur Transformation & Innovation – Nexity Property Management :

Le « property manager » est percuté par le haut par l'asset manager mais le rôle de l'asset manager reste de faire de la finance. C'est pourquoi chez Nexity, il y a bien la volonté d'acquérir une plateforme SAS. C'est un nouveau métier et cela fait basculer sur les questions liées aux profils et aux recrutements.

Pierre LEROY – Président La French PropTech & co-fondateur – EP :

S'agissant des profils, nous avons la chance en France de produire des acteurs de bonnes compétences (30 % de la Silicon Valley parle français) et cela est bien. On tente dès lors, en tant que start-up de capter les talents, ce qui pose problèmes pour les acteurs traditionnels. En effet, les talents ne vont pas, naturellement, vers les grands groupes et les start-up françaises ont du mal à maintenir les salaires outre-Atlantique. De réels talents français existent. Il y a dès lors un vrai enjeu de société sinon la transformation ne se fera pas.

Gaël THOMAS : S'agissant des impacts de la chaîne de valeur de l'immobilier, en tant que nouvel acteur, la création de valeur porte sur le contenant ou le contenu ?

Emmanuel FRANCOIS – Président SBA : Smart Buildings Alliance for Smart Cities :

Qu'importe le produit, il doit avoir pour qualité principale le service que l'on en tire. Il y a une dissociation entre le service et la propriété. Il y aura dans le futur ceux qui posséderont des bâtiments qui répondront aux nouveaux usages (être flexibles) et à côté, il y aura les prestataires de services qui viendront connecter des services autour des bâtiments.

Patrick NOSSENT – Président – CERTIVEA & CERWAY :

Notre conviction est d'accompagner tous les acteurs dans cette transition. En effet nous observons qu'il y a des changements et nous voulons accompagner les acteurs. Nous devons innover de façon à expérimenter et à trouver le modèle économique et le gisement de valeur. Il est nécessaire que chaque acteur réinvente son propre métier.

Pierre LEROY – Président La French PropTech & co-fondateur – EP :

Sur la chaîne de valeurs, cela va rééquilibrer la balance actuelle. Chez La French PropTech, nous avons l'ambition de faire des démonstrateurs territoriaux pour la « proptech ». Nous avons la conviction que ce qui se voit, s'adopte. Il n'y a rien de mieux pour convaincre qu'un acteur qui a essayé le numérique et qui échange sur ses retours auprès de ses confrères. Nous souhaitons exporter le modèle nantais dans d'autres villes françaises.

Benjamin TEBOUL – Co-fondateur – DESKEO :

En tant que startup, nous avons besoin de vous et de votre développement dans la révolution d'usage que nous sommes en train de traverser, dans cette industrie qui n'a pas connu d'évolution depuis de nombreuses années.

Compte-rendu écrit par Alexandre BIGOT du DESUP Immobilier d'entreprise de l'Université Paris I – Panthéon Sorbonne